

A Gaza, la pénurie d'énergie provoque une pollution et entrave le développement

Le plus important projet financé par la France est suspendu à la livraison d'énergie par Israël

Les égouts se sont déversés dans Gaza. Cela a commencé jeudi 14 novembre, avec des coulées de boue fétide qui pénètrent dans les cours et envahissent parfois le rez-de-chaussée des maisons. La veille, l'une des principales stations d'épuration des eaux usées avait arrêté de fonctionner, en raison de la pénurie d'électricité et de fioul qui frappe Gaza.

Il suffit d'emprunter la route Al-Rachid, qui longe le paysage faussement idyllique de la bande côtière, pour mesurer l'ampleur du défi des égouts de Gaza : au moins huit collecteurs d'un mètre de diamètre se jettent dans la mer, destination quotidienne de plus de 90 000 mètres cubes d'eaux partiellement ou non traitées.

La situation pourrait s'améliorer à l'avenir avec le " traitement d'urgence des eaux usées du nord de Gaza " (NGEST). C'est un projet emblématique pour l'enclave palestinienne, et le plus important projet financé par la France, par le biais de l'Agence française de développement. Paris a déjà contribué pour 16 millions d'euros sur un total de 78 millions, financés, notamment, par la Banque mondiale et par l'Union européenne.

A l'origine, une catastrophe sanitaire et environnementale : la station d'épuration du nord de la bande de Gaza recevait les eaux usées de villages où habitent environ 250 000 personnes. Alors qu'elle devait traiter 5 000 m³ par jour, elle en a reçu le triple. Les effluents ont vite formé un lac artificiel, dont les digues se sont rompues en mars 2007. Les eaux se sont répandues dans les sols, polluant l'aquifère.

La nouvelle station de pompage a été achevée en 2010. Quant à la station d'épuration biologique, elle pourra traiter 35 600 m³ par jour et servir quelque 350 000 habitants. Outre que l'eau traitée pourra être utilisée pour l'agriculture, la production de gaz méthane devrait, à terme, couvrir 60 % des besoins énergétiques de la station.

Beau projet, belle usine, qui devrait être opérationnelle en janvier 2014. En théorie. Car elle est située à la lisière est de la bande de Gaza, en zone interdite, à 200 mètres de la clôture où patrouillent les chars de Tsahal. Périodiquement, les autorités israéliennes mettent en avant des " raisons de sécurité " pour interdire telle ou telle livraison. C'est notamment le cas pour les 200 litres de liquide de refroidissement qui sont indispensables pour faire fonctionner la partie énergétique de la centrale. Mais il y a plus inquiétant : sans électricité, le projet NGEST ne verra jamais le jour.

" Une décision politique "

Le chef du projet, l'ingénieur Sadi Ali, a obtenu une vague " promesse ", le 4 novembre. Israël devrait fournir 3 mégawatts à la centrale (sur les 10 MW nécessaires). Mais rien n'est officiellement signé, et plusieurs problèmes techniques doivent être résolus. Quant aux 7 MW restants, c'est une autre histoire : " Cela supposerait la modernisation de toutes les infrastructures électriques de Gaza, ce qui demandera beaucoup de temps ; c'est une décision politique ", constate sans illusion l'ingénieur Sadi Ali.

NGEST est un projet phare pour la coopération française – et celle des pays occidentaux – à Gaza. S'il échoue, celui d'une usine de désalinisation de l'eau de mer, qui serait essentiel pour la production d'eau potable à Gaza, ne verra jamais le jour. Or, il s'agit d'un investissement bien plus considérable, de l'ordre de 450 millions de dollars (333 millions d'euros), avec une part française, promise en 2012 par l'ancien premier ministre François Fillon, de 10 millions d'euros.

La station d'épuration de Gaza est un test de la volonté israélienne de permettre ou non le développement de l'enclave palestinienne, un registre où les précédents n'incitent pas à l'optimisme.

Laurent Zecchini